



COMPTE RENDU DE REUNION DE CONCERTATION ETAT -PARTENAIRES SUR LE FINANCEMENT DU PLAN D'ACCELERATION DE LA MISE EN ŒUVRE L'INITIATIVE 3N 2014-2015

1. Introduction

L'an deux mil quatorze et le Vendredi 14 Novembre à 15 H 30, s'est tenue, au Cabinet du Premier Ministre, une rencontre de concertation Etat - Partenaires Techniques et Financiers (PTF), sur le financement du Plan d'Accélération de l'Initiative 3N. La réunion était placée sous la présidence de Monsieur Amadou Boubacar Cissé, Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire.

Ont participé à la rencontre, plusieurs membres du Gouvernement ; le Haut Commissaire à l'Initiative 3N ; des représentants des Organisations internationales ; des représentants des coopérations bilatérales ; des représentants des ONG internationales ; la Directrice adjointe du Cabinet de la Présidence de la République (Cab/PRN) et la Directrice du Cabinet du Premier Ministre (Cab/PM) ; et le Directeur Adjoint du (Cab/PM) ; les Conseillers Techniques du Cab/PRN et du Cabinet du (Cab/PM) ; la Secrétaire permanente du PDES, les Secrétaires Généraux, Conseillers et Assistants Techniques des Ministères et du HC3N ; les Conseillers, Assistants Techniques et Directeurs des Départements du HC3N ; les Directeurs Généraux et Nationaux des Ministères ; la Presse Publique et Privée.

La rencontre a eu pour objectifs :

- d'informer les Partenaires sur les priorités actuelles du Gouvernement dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durables, matérialisées à travers le plan d'Accélération 2014 - 2015, lui même partie intégrante du Plan d'Investissement 2012 – 2014 de l'I3N ;
- sensibiliser les Partenaires sur les déséquilibres constatés dans le financement de l'I3N en général et du Plan d'accélération en particulier ;
- définir avec les Partenaires les options possibles pour garantir le financement effectif des priorités du Plan d'Accélération.

La rencontre s'est déroulée en trois étapes :

- le discours d'ouverture prononcé par le président de séance ;

- l'expose introductif du Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, Monsieur Amadaou Allahoury Diallo ;
- les échanges.

2. Du discours d'ouverture

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, a d'abord remercié les Partenaires Techniques et Financiers pour leur participation massive à la rencontre. Il a ensuite rappelé le contexte de la rencontre notamment l'adoption par le Gouvernement en avril 2012, de la stratégie de l'Initiative 3N, « les Nigériens nourrissent les Nigériens », unique cadre de référence en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui constitue l'axe 3 du Plan de développement Economique et Social (PDES).

Il a également rappelé que, lors de la Table ronde de Paris en novembre 2012, les PTF se sont engagés à soutenir les efforts du Niger dans sa noble lutte d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population.

Il a poursuivi en remerciant vivement les PTF pour l'intérêt constant et l'appui bienveillant qu'ils ne cessent d'apporter au Niger.

Certes, des résultats importants ont été obtenus dans la mise en œuvre de l'i3N, cependant, le besoin impératif de donner une impulsion supplémentaire a conduit le Gouvernement à élaborer un Plan d'accélération de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, en vue de.

- rendre disponibles et accessibles les services et produits nécessaires pour produire suffisamment et à temps ;
- améliorer l'accès à l'eau pour les activités agro-sylvo-pastorales ;
- favoriser l'écoulement et l'utilisation des productions ;
- lutter plus efficacement contre la malnutrition ;
- mobiliser les populations pour un engagement permanent et soutenu dans la mise en œuvre de l'I3N.

Après avoir rappelé les objectifs de la rencontre, le MP/AT/DC a invité les participants à un échange pour identifier les voies et moyens permettant un alignement effectif des programmes sur ces priorités.

3. De l'exposé introductif du HC3N

En introduisant son exposé, le HC3N a d'abord rappelé le contexte, en ces termes :

- l'adoption en Avril 2012 de la Stratégie de l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N), comme unique cadre de référence en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- l'élaboration du Plan d'investissement 2012-2015 (PI-3N) qui est à la déclinaison opérationnelle à la fois de l'Initiative 3N pour la période et de l'axe 3 du PDES ;
- le Plan d'accélération 2014-2015, qui est une partie intégrante du Plan d'investissement 2012 – 2015. Il ne se substitue pas à celui-ci.

Puis, il a illustré les acquis majeurs de l'exécution du PI 3N entre 2012 – 2013, qui sont :

- (i) de grandes avancées par rapport aux objectifs dans plusieurs domaines (cultures irriguées, récupération des terres dégradées, stock de sécurité) ;
- (ii) l'augmentation substantielle des productions (céréales, légumes et viande) et
- (iii) certains domaines où les performances sont faibles (nutrition en particulier).

S'agissant des ressources mobilisées, retenons que le montant global mobilisé pour la période 2012 – 2015 est estimé à 1 496 Mrd FCFA. En outre, il faut ajouter à cela le montant des projets et programmes dont les accords sont signés ou pour lesquels des accords fermes existent mais qui n'ont pas encore démarré, qui s'élève à 755,37 Mrd FCFA.

De l'analyse faite par le HC3N, la structure de la mobilisation fait ressortir une prédominance de l'axe 3 de l'Initiative, « Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes » (45 % des fonds effectivement mobilisés par rapport à 12 % dans les prévisions). Cela traduit la tendance à prioriser les actions d'urgence, au détriment des axes « structurantes » de l'Initiative. Il a montré également que l'analyse du financement par PIP aboutit au même constat, celui d'une mobilisation accrue des fonds au titre du PIP 9 correspondant l'axe 3 de l'i3N, puis d'une couverture insuffisante des PIP structurants relevant de l'axe 1.

S'agissant du Plan d'accélération 2014 – 2015, le Haut Commissaire a justifié son élaboration à travers :

- la détermination du Gouvernement de booster l'atteinte des objectifs du Plan d'investissement 2014 – 2015 de l'I3N ;
- la nécessité d'opérer un recentrage sur les activités les plus à même de permettre une résilience structurelle à la sécheresse ;
- une plus grande focalisation sur les investissements structurants.

Le Haut Commissaire a donnée ensuite un aperçu de la structure du Plan d'accélération de l'Initiative 3N 2014 – 2015, et de ses relations avec les PI-3N, avant de situer le niveau de son avancement par quelques exemples illustratifs. En effet, la mise en œuvre du plan d'accélération ne s'opère pas selon le rythme souhaité, notamment en ce qui concerne les Composantes C1 (Maison du Paysan), C2 (Maîtrise de l'eau) et C3 (Accroissement et Diversification des Productions Animales). Cela est notamment dû à une mobilisation insuffisante des ressources financières, dont il convient de retenir les éléments essentiels suivants :

- (i) Sur les prévisions de 652 211 217 822 FCFA, 161 025 727 315 FCFA ont été consommés au 31 Octobre 2014 ;
- (ii) Un montant de 282 978 562 298 est à considérer comme acquis pour financer les activités programmées restants ;
- (iii) **l'écart de financement s'élève à 233 845 230 100 FCFA.**

Le Haut commissaire a conclu son exposé en constatant que (i) dans l'absolu, il existent de nombreux financements pour la mise en œuvre du PI-3N, avec même un dépassement global des prévisions ; (ii) dans le relatif, ces financements ont été concentrés sur certains aspects notamment les actions d'urgence. Les actions « structurantes » portant sur l'accroissement et à la diversification des productions, restent en une situation de sous-financement ; (iii) cela se répercute également sur la mise en œuvre du Plan d'accélération, notamment par rapport aux Composantes citées.

Sur la base de ces conclusions, le Haut-Commissaire a fait les propositions suivantes à l'endroit du Gouvernement et des Partenaires techniques et financiers :

- Définir les modalités pour améliorer fortement la consommation des crédits disponibles ;
- Faire des réallocations au niveau des programmations des projets/programmes pour l'année 2015, afin de mieux prendre en compte les priorités du plan d'accélération de l'Initiative 3N ;

- Examiner les possibilités de financements additionnels pour les activités ne pouvant pas trouver suffisamment de financement dans le cadre des deux options ci dessus.

4. Des échanges

Des échanges qui se sont déroulés, il ressort des constats, des actions prioritaires et urgentes à entreprendre et une méthodologie à adopter.

- Les constats :
 - le soutien ferme à la mise en oeuvre de l'i3N est réaffirmé ;
 - l'accélération de la réalisation physique est indispensable ;
 - mais l'intensification de la recherche d'adhésion des communautés bénéficiaires aux actions du Plan d'accélération est un préalable. A ce titre, il a été précisé que les actions visées pour la maison du Paysan sont sous la maîtrise d'ouvrage des communes et des modalités de mise en place et de gestion sont en cours de finalisation ;
 - l'amélioration du rythme de la consommation des crédits est indispensable ;
 - la prise en compte des financements apportés par les ONG Internationales peut améliorer le bilan physique et financier de la mise en œuvre du Plan d'accélération. A cet effet, ces dernières pourraient être approchées afin de convenir des mécanismes appropriés. Il convient par ailleurs de systématiser les relations avec les ONG internationales ;
 - le renforcement des liens Urgence-Relèvement-Développement constitue une piste de solution pour lever le paradoxe entre le financement de l'urgence et celui du développement. Une illustration est la restructuration des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) par une programmation pluri-annuelle ;
 - de nombreux projets et programmes structurants sont en cours de formulation, par exemple dans le cadre du 11ème FED, de la Banque Mondiale, de l'AFD, etc.. L'accélération de l'instruction de ces nouveaux projets et programmes est considérée comme une solution ;
 - l'analyse des autres projets qui sont en cours d'exécution, mais n'ayant pas de liens direct avec l'i3N, est suggérée afin d'examiner les possibilités de réorienter une partie de leurs financements au profit de l'i3N.

5. Conclusions

- Les participants se sont accordés sur la nécessité de déployer des efforts pour compléter le financement des trois composantes « déficitaires » du plan d'accélération à savoir : Composante 1, Maison du Paysan, Composante 2, Maîtrise de l'eau et Composante 3, Accroissement et Diversification des Productions Animales ;
- Les participants ont accepté de :
 - Définir les modalités pour améliorer fortement la consommation des crédits disponibles ;
 - Etudier les possibilités de ré-allocation au niveau des programmations des projets/programmes pour l'année 2015, afin de prendre en compte les priorités du plan d'accélération ;
 - Examiner la réallocation des financements d'autres projets au profit du Plan d'accélération de l'Initiative 3N ;
 - Examiner les possibilités de financements additionnels pour les activités ne pouvant pas trouver suffisamment de financement dans le cadre des deux options ci-dessus.
- Il convient de tenir compte des financements apportés par les ONG Internationales ;

Il a été retenu de réexaminer les programmes d'urgence et d'identifier les activités qui pourraient viser les investissements structurants.

- La méthodologie proposée consiste à organiser des réunions bilatérales entre la partie nigérienne et chaque PTF, pour réexaminer, cas par cas, les réallocations possibles dans le cadre des projets existants et la mobilisation éventuelle des financements additionnels.